Province du Québec
District d'Abitibi
Municipalité de Palmarolle

Séance ordinaire des membres du conseil de la Municipalité de Palmarolle, tenue à la salle du conseil au 499, Route 393, le 2 novembre 2015, à 20 h.

Séance tenue sous la présidence de Monsieur le Maire Marcel Caron.

Présences :

Absences :

M^{me} Louisa Gobeil

MM Gino Cameron
Fernand Filion
Ghislain Godbout
Jeannot Goulet
Allan Fortier

Assiste également à l'assemblée, Madame Annie Duquette, directrice générale et secrétaire-trésorière, qui agit en tant que secrétaire d'assemblée.

Constatation du quorum et de la régularité de la séance du conseil.

**Mot de bienvenue du président d'assemblée.
Ouverture de la séance à 20 h.**

→ **LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Résolution n° 335-15

Lecture et adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Fernand Filion, appuyé par le conseiller Jeannot Goulet et unanimement résolu et adopté :

Que l'ordre du jour présenté par la directrice générale, secrétaire-trésorière et secrétaire d'assemblée, Annie Duquette, soit adopté avec les modifications suivantes :

Ajouter les points suivants :

- Demande de prêt de la grande salle du Centre municipal pour une formation en éthique et déontologie des élus municipaux;
- Maison de la famille – Demande de prêt de la petite salle du Centre municipal pour la « *Matinée de Noël* »;
- Fondation de Charité des Policiers de la MRCAO – Demande de contribution à la campagne des paniers de Noël;
- Nomination d'un maire ou mairesse suppléant(e) pour 2015-2016;
- Approbation des modifications apportées à l'entente relative à l'entraide mutuelle des services de sécurité incendie de l'A-O ;
- Nomination d'un comité accompagnateur pour le développement de la rue du Domaine;

L'ordre du jour se lira donc comme suit :

1. LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR;

2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 5 OCTOBRE 2015;
3. DÉPÔT DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS;
4. PRÉSENTATION DU PROGRAMME DE SANTÉ ET DU MANDAT DE L'ÉQUIPE DE *SANTÉ AU TRAVAIL*;
5. DEMANDES ET AUTORISATIONS;
 - 5.1. Autorisation pour assister au 72^e Congrès annuel de l'AFAT;
 - 5.2. Chevaliers de Colomb – Demande de contribution financière;
 - 5.3. Tournoi Bantam de La Sarre – Demande de commandite;
 - 5.4. Demande d'acquisition de terrain d'une partie du lot 5 048 904;
 - 5.5. Demande de prêt de la grande salle du Centre municipal pour une formation en éthique et déontologie des élus municipaux;
 - 5.6. Maison de la famille – Demande de prêt de la petite salle du Centre municipal pour la « *Matinée de Noël* »;
 - 5.7. Fondation de Charité des policiers de la MRCAO – Demande de contribution à la campagne des paniers de Noël;
6. RAPPORTS ET REDDITION DES COMPTES À PAYER;
7. RAPPORT DES MEMBRES DU CONSEIL;
8. PAROLE AU PUBLIC;
9. URBANISME;
 - 9.1. Acte de servitude en faveur d'Hydro-Québec – Mandat à l'arpenteur – Mandat à un notaire et signatures de documents;
 - 9.2. Adjudication de mandats à l'arpenteur et au notaire pour la verbalisation du chemin privé au nord du chemin des Montagnards;
 - 9.3. Nomination d'un comité accompagnateur pour le développement de la rue du Domaine;
10. SÉCURITÉ INCENDIE;
 - 10.1. Approbation des modifications apportées à l'entente relative à l'entraide mutuelle des services de sécurité incendie de l'Abitibi-Ouest;
11. DOSSIER ADMINISTRATIFS;
 - 11.1. Approbation des modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme TECQ 2014-2018;
 - 11.2. Transferts budgétaires;
 - 11.3. Fermeture du bureau pendant la période des Fêtes;
 - 11.4. Calendrier des séances ordinaires du conseil pour l'année 2016;
 - 11.5. Approbation pour la mise en place d'un programme de subvention pour l'installation de toilette à faible débit;
 - 11.6. Approbation pour la mise en place d'un programme de subvention pour l'achat de couches lavables;

- 11.7. Approbation pour la mise en place d'un programme de subvention pour la distribution de baril récupérateur d'eau de pluie;
- 11.8. Nomination d'un maire ou d'une mairesse suppléant(e) pour 2015-2016;
12. AVIS DE MOTION ET ADOPTION DE RÈGLEMENT;
13. SUJETS DIVERS;
14. LEVÉE DE LA SÉANCE.

→ **APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU 5 OCTOBRE 2015**

Résolution n° 336-15

Approbation du procès-verbal de la séance ordinaire du 5 octobre 2015

Il est proposé par le conseiller Allan Fortier, appuyé par la conseillère Louisa Gobeil et unanimement résolu et adopté :

Que le procès-verbal de la séance ordinaire du 5 octobre 2015 présenté par la directrice générale, secrétaire-trésorière et secrétaire d'assemblée, Annie Duquette, soit accepté avec les modifications suivantes :

- À la page 13 du procès-verbal, à la résolution n° 322-15, au 1^{er} paragraphe, à la 2^e ligne, le numéro de lot indiqué aurait dû se lire 5 048 **385**, et non le 5 048 842.
- À la page 13 du procès-verbal, à la résolution n° 322-15, au 8^e paragraphe, à la première ligne, le numéro de lot indiqué aurait dû se lire 5 048 **385**, et non le 5 048 842.

Les corrections seront effectuées directement sur le procès-verbal de la séance du 5 octobre 2015.

→ **DÉPÔT DE RAPPORTS ET DE DOCUMENTS**

Mesdames Anik Martel, technicienne en hygiène du travail, et Louise Vigneault, infirmière clinicienne, du Réseau de la santé publique au travail, sont présentes pour expliquer le Programme de Santé – Élaboration : février 2015, qui a été adopté par la municipalité lors de la séance ordinaire du 4 août 2015 (267-15).

Municipalité de Palmarolle – Dépôt du Rapport du Maire

Dépôt du *Rapport du Maire* sur la situation financière de la Municipalité de Palmarolle pour l'année 2015. Ce rapport sera acheminé par la poste, à tous les citoyens du territoire de la municipalité dans le courant du mois de novembre 2015.

Municipalité de Taschereau – Comité intermunicipal de gestion des déchets

Lettre de la municipalité de Taschereau nous avisant que, à la séance du conseil du 5 octobre dernier, ils ont résolu de ne pas payer la facture concernant l'emprunt du camion à ordures du Comité intermunicipal de gestion des déchets.

Desjardins Entreprises – Comité intermunicipal de gestion des déchets

Avis de la Caisse Desjardins Entreprises à l'effet que le compte doit cesser

d'être utilisé dès maintenant et qu'aucune avance de fonds ne doit être utilisée sur ce compte. Il faut rembourser le solde dû et fermer ce compte le 30 octobre.

Lettre de M. Guy Tanguay concernant le raccordement à l'égout demandé par la municipalité

Refus de monsieur Tanguay à se raccorder à l'égout municipal comme demandé par le Club Bon Temps et la Municipalité. De plus, monsieur Tanguay demande réparations pour sa clôture endommagée par les employés municipaux lors de travaux de creusage en 2014.

MAMOT – Bilan de la programmation de travaux (TECQ)

Le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire nous fait parvenir le bilan de la programmation des travaux et des investissements à réaliser en 2016 dans le cadre du *Programme TECQ 2014-2018* sur la taxe d'accise.

Assemblée nationale – Lettre de M. François Gendron

Le député d'Abitibi-Ouest et vice-président de l'Assemblée nationale, monsieur François Gendron, accuse réception de la résolution de la municipalité (266-15) au sujet de l'accaparement des terres agricoles par des intérêts étrangers.

Acquisition de terrain dans le nouveau développement

Lettre de confirmation d'intention d'acquérir le terrain identifié au numéro de lot 5 049 767 sis au 250, 3^e Rue Est à Palmarolle.

→ **DÉPÔT DE CORRESPONDANCE**

Les communiqués, invitations, formations et la correspondance à lire du mois non élaborée à l'ordre du jour sont déposés et disponibles pour consultation.

→ **DEMANDES ET AUTORISATIONS**

Résolution n° 337-15

Autorisation pour assister au 72^e Congrès annuel de l'AFAT

Il est proposé par le conseiller Allan Fortier, appuyé par le conseiller Gino Cameron et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal statue de ne mandater aucun délégué pour assister au 72^e Congrès annuel de l'AFAT, le 6 novembre prochain à l'Hôtel des Eskers d'Amos.

Résolution n° 338-15

Chevaliers de Colomb – Demande de contribution financière

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par le conseiller Allan Fortier et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal autorise une contribution financière aux Chevaliers de Colomb de Palmarolle, pour un montant de cent dollars (100 \$) dans le cadre de la Fête de Noël des enfants qui aura lieu le 13 décembre 2015.

Résolution n° 339-15

Tournoi Bantam de La Sarre – Demande de commandite

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par le conseiller Jeannot Goulet et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal accepte de commanditer le *Tournoi Bantam de La Sarre* dans la catégorie « Or », pour une somme de deux cent cinquante dollars (250 \$) dans le cadre de la 53^e édition du *Tournoi Bantam de La Sarre*, qui se déroulera du 4 au 7 février 2016.

Résolution n° 340-15

Demande d'acquisition de terrain d'une partie du lot 5 048 904

Attendu que le demandeur utiliserait le terrain acquis pour la construction d'un garage à usage commercial et non à des fins résidentielles;

Attendu que la superficie totale de la partie de terrain demandée étant de 3 600 m² (38 750 pi²);

Attendu qu' il a été convenu et établi par la résolution 111-94 que lorsque qu'il y aurait une demande d'achat de terrain desdits emplacements, le prix s'établirait selon le prix du marché en vigueur dans les limites territoriales de la municipalité;

Attendu qu' il a été convenu et établi par la résolution 111-94 que la Municipalité verserait à monsieur Eudor Nicol la somme remise par l'acquéreur pour l'achat d'emplacements;

Attendu que selon l'évaluation par la *Société d'analyse Immobilière Abitibi Inc.*, qui a été effectuée en 2015, la valeur du fond de terrain se calculera sur la base quarante cents (0.40¢) le pied carré;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par la conseillère Louisa Gobeil et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal statue que la Municipalité de Palmarolle accepte de vendre une partie du lot 5 048 904 pour une superficie de 3 600 m² (38 750 pi²), à monsieur Donald Proulx de Palmarolle, au prix du marché en vigueur susmentionné, totalisant un montant de quinze mille cinq cent dollars (15 500 \$);

Qu'à ce prix s'ajouteront les taxes, les frais d'arpentage et les frais de notaire qui devront être assumés par l'acquéreur;

Que le conseil mandate monsieur le maire Marcel Caron, ainsi que la directrice générale et secrétaire-trésorière Annie Duquette, afin de signer l'acte de vente notarié ainsi que tous les documents nécessaires et pertinents à la transaction.

Résolution n° 341-15

Demande de prêt de la grande salle du Centre Municipal pour une formation en éthique et déontologie des élus municipaux

- Attendu que** la formation sur l'éthique et la déontologie pour les élus municipaux est obligatoire « *en vertu de la loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* »;
- Attendu que** 21 nouveaux élus d'Abitibi-Ouest prendront part à cette formation obligatoire dont l'un d'eux est un élu de Palmarolle et que la municipalité de Normétal a pris en charge l'organisation de la formation;
- Attendu que** le coût de la formation offerte par la *Fédération québécoise des municipalités* (FQM) est de 125.92\$ taxes incluses, par participant;
- Attendu que** dans le but de centraliser l'emplacement pour cette formation, Palmarolle s'avère être le meilleur choix disponible et que la Municipalité de Normétal demande la gratuité de la salle municipale pour cette occasion;
- Considérant que** la location de la salle du Centre Municipal est une source de revenu pour la municipalité;
- Considérant que** le coût de location de la salle est de 137.97 \$ taxes incluses, et le coût total réparti aux 21 élus serait de 6.58 \$ supplémentaires par participant;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Allan Fortier et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal n'autorise pas le prêt de la grande salle du Centre municipal dans le cadre de la formation en éthique et déontologie des élus municipaux offert par la Fédération québécoise des Municipalités, par l'entremise de M^e Cimon, de *Cain Lamarre Casgrain Wells* d'Amos, qui sera dispensé le 21 novembre 2015. La location sera faite comme à l'habitude et une facture sera émise au nom de la municipalité de Normétal qui a pris en charge l'organisation de la formation.

Résolution n° 342-15

Maison de la famille – Demande de commandite pour la « *Matinée de Noël* »

- Attendu que** l'organisme La Maison de la famille de La Sarre se déplacera à Palmarolle pour la « *Matinée de Noël* » le 12 décembre 2015, de 9 h à 13 h;
- Attendu que** la petite salle du Centre municipal est déjà réservée pour cet événement pour offrir une collation, une activité de bricolage parents-enfants et un conte de Noël, en alternance avec les promenades en chevaux avec monsieur Bernard East;
- Considérant que** l'organisme a choisi de se déplacer à Palmarolle pour cet événement et que des familles de Palmarolle sont membres de la *Maison de la famille* de La Sarre;

Pour ces raisons,

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal accepte de commanditer *La Maison de la famille* de La Sarre, en lui offrant gratuitement la petite salle du Centre municipal dans le cadre de leur activité « *Matinée de Noël* ».

Résolution n° 343-15

Fondation de Charité des Policiers de la MRCAO – Campagne des paniers de Noël

Considérant que la mission de la Fondation de Charité des Policiers de la MRC de l'Abitibi-Ouest est d'offrir à chaque famille dans le besoin, un panier de denrées en plus d'un cadeau personnalisé à chaque enfant;

Considérant que le partenariat est précieux pour la Fondation et que cette mission est basé sur les dons des généreux partenaires;

Pour ces raisons,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Goulet, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal accepte le partenariat offert en participant au Plan de financement « *Danseur* » pour un don de cents dollars (100 \$) à la *Fondation de Charité des Policiers de la MRC de l'Abitibi-Ouest*, pour la Campagne des Paniers de Noël 2015.

→ **RAPPORTS ET REDDITION DES COMPTES À PAYER**

Résolution n° 344-15

Rapport des dépenses et reddition des comptes à payer au 31 octobre 2015

Attendu que conformément aux dispositions du Code municipal, la municipalité de Palmarolle a instauré une politique de gestion contractuelle par la résolution numéro 23-11 le 10 janvier 2011;

Attendu que le règlement 264 sur le contrôle et le suivi budgétaire a été adopté le 4 avril 2011;

Attendu que la municipalité a choisi d'investir en 2012 dans un logiciel de gestion des commandes, comme outil de gestion permettant d'améliorer le contrôle et le suivi budgétaire;

Attendu qu' une procédure administrative d'achat a été instaurée en janvier 2013;

Considérant que le Code municipal à l'article 204 au premier alinéa, prévoit que le secrétaire-trésorier paie, à même les fonds de la municipalité, toute somme de deniers dus par elle, chaque fois que, par résolution, il est autorisé à le faire par le conseil;

Le conseil a pris connaissance du rapport des dépenses et de la reddition des comptes à payer ;

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que les dépenses, ainsi que les comptes à payer au 31 octobre 2015, présentés par la technicienne comptable, Kathleen Asselin, soient acceptés tel que présenté, dans le rapport du 31 octobre 2015, pour un montant total de cinquante et un mille cinq cent trente-trois dollars et quarante cents (51 533.40 \$).

La directrice générale et secrétaire trésorière Annie Duquette, certifie qu'il y a des crédits budgétaires disponibles au fond général pour les dépenses autorisées ci-haut mentionnées.

→ **RAPPORT DES MEMBRES DU CONSEIL**

Les membres du conseil présents font leurs rapports.

→ **PAROLE AU PUBLIC**

Le public présent s'adresse aux membres du conseil municipal et s'exprime sur divers sujets.

→ **URBANISME**

Résolution n° 345-15

Acte de servitude en faveur d'Hydro-Québec – Mandat à l'arpenteur – Mandat à un notaire et signatures de documents

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par le conseiller Allan Fortier et unanimement résolu et adopté :

Que soit mandaté l'arpenteur géomètre Patrick Descarreaux afin d'effectuer la description technique pour l'acquisition des droits réels de servitudes en faveur d'Hydro-Québec concernant le prolongement de la 13^e Avenue Ouest;

Que soient mandatés monsieur le maire Marcel Caron et madame Annie Duquette, directrice générale et secrétaire-trésorière, afin de signer un acte de servitude en faveur d'Hydro-Québec faisant suite à l'option de servitude en arrière-lots pour l'installation de poteaux pour les lignes électrique, sur une partie des lots suivants :

- 5 049 883;	- 5 049 888;
- 5 049 884;	- 5 049 889;
- 5 049 885;	- 5 049 890;
- 5 049 886;	- 5 049 891;
- 5 049 887;	

au cadastre du Québec, circonscription foncière d'Abitibi, propriété de la Municipalité de Palmarolle;

Que soit mandaté M^e Roger Vachon, notaire, en tant que notaire responsable dudit dossier pour la rédaction de l'acte de servitude.

Résolution n° 346-15

Adjudication d'un mandat au notaire pour la verbalisation du chemin privé au nord du chemin des Montagnards

Attendu que suite à la réception de la lettre de cession de terrain, identifié au numéro de cadastre 5-049-601, canton Palmarolle, circonscription foncière d'Abitibi, de la part de monsieur Denis Nicol, tel que demandé à la résolution 308-15 ;

Attendu que le prix de vente symbolique demandé par monsieur Nicol est de un dollar (1 \$) ;

Il est proposé par le conseiller Jeannot Goulet, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que soit mandaté M^e Roger Vachon, notaire, en tant que notaire responsable dudit dossier afin de rédiger l'acte de cession et de verbalisation;

Que soient mandatés monsieur le maire Marcel Caron et madame Annie Duquette, directrice générale et secrétaire-trésorière, afin de signer tous les documents nécessaires et pertinents dans ce dossier.

Résolution n° 347-15

Nomination d'un comité accompagnateur pour le développement de la rue du Domaine

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Ghislain Godbout et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal statue de former un comité pour accompagner et supporter des promoteurs dans des futurs projets de développement sur la rue du Domaine à Palmarolle. Le comité est formé de messieurs Jeannot Goulet, Fernand Filion et Allan Fortier.

SÉCURITÉ INCENDIE

Résolution n° 348-15

Approbation des modifications apportées à l'entente relative à l'entraide mutuelle des services de sécurité incendie de l'Abitibi-Ouest

Attendu que la MRC d'Abitibi-Ouest a reçu son attestation de conformité pour son *Schéma de couverture de risques en sécurité incendie* le 3 novembre 2010, et que par le fait même ce schéma est entré en vigueur le 1 décembre 2010 ;

Attendu que plusieurs services de sécurité incendie doivent avoir recours à l'entraide mutuelle pour répondre aux exigences de protection incendie du *Schéma de couverture de risques en sécurité incendie* de la MRC d'Abitibi-Ouest, découlant de la *Loi sur la sécurité incendie* et des *Orientations du ministre de la Sécurité publique en matière de sécurité incendie*;

Attendu que les municipalités parties à l'entente désirent se prévaloir des dispositions de la *Loi sur les cités et villes* ou du *Code municipal* pour faciliter la mise en oeuvre du *Schéma de couverture de risques en sécurité incendie* de la MRC d'Abitibi-Ouest ;

En conséquence, les parties présentes conviennent de ce qui suit :

OBJET L'Entente, objet de précisions, est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2011.

Article 1 L'article 13 «*Frais d'Entraide Mutuelle*» est ainsi précisé :

Toute municipalité demandant l'entraide mutuelle à une autre municipalité, dans le cadre de la présente Entente, s'engage à payer à cette dernière les déboursés et compensations ci-après :

- a) Les membres d'un Service de sécurité incendie qui sont demandés, lors d'un appel initial, seront rémunérés selon les taux horaires définis à l'Annexe 1 ci-jointe. De jour, entre 8 h et 23 h, ces pompiers seront rémunérés pour un minimum d'une (1) heure. De nuit, entre 23 h et 8 h, ces pompiers seront rémunérés pour un minimum de deux (2) heures. Pour la remise en service des véhicules, deux (2) pompiers seront rémunérés, pour un maximum d'une (1) heure chacun, par véhicule demandé.
- b) Les frais d'utilisation de chaque véhicule et chaque équipement d'intervention spécifiés à l'Annexe 1 ci-jointe sont applicables selon les tarifs indiqués. Ces frais d'utilisation ne peuvent être facturés que si un véhicule et/ou l'équipement d'intervention est utilisé pour le combat de l'incendie et/ou si les pompiers participent à l'intervention.
- c) Les frais des produits consommables (recharge de cylindre d'air, recharge d'extincteur, de mousse, etc.) spécifiés à l'Annexe 1 ci-jointe seront remboursés selon les tarifs indiqués.
- d) Dans le cas où aucun véhicule ou équipement d'un même service de sécurité incendie
- e) Aucun frais d'administration ne s'applique.

La municipalité portant secours doit présenter à la municipalité requérante un état de compte détaillé sur lequel figurent les tarifs horaires de la main-d'œuvre et de la machinerie utilisée. Au besoin, des copies de pièces justificatives peuvent être annexées afin de valider toutes dépenses.

Article 2 Ces précisions remplacent, à toutes fins que de droit, l'article 13, entré en vigueur le 1^{er} septembre 2011.

Article 3 La grille des coûts d'utilisation des ressources en cas d'entraide, soit l'Annexe 1 de l'Entente, est modifiée en :

- i) y ajoutant : « *Petits équipements à essence* » - 35,00 \$ par heure;
- ii) remplaçant « *Cylindre APRIA* » par : « *Cylindre d'air* » - 22,00 \$ par cylindre à recharger.

Article 4 Les présentes modifications entreront en vigueur après leur adoption, par résolution, de chacun des conseils municipaux et par la signature de l'ensemble des maires.

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Gino Cameron, appuyé par le conseiller Allan Fortier et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal approuve les modifications apportées à l'Annexe 1 de l'*Entente relative à l'entraide mutuelle des services de sécurité incendie de l'Abitibi-Ouest*, telles que présentées par la MRC d'Abitibi-Ouest.

→ **DOSSIERS ADMINISTRATIFS**

Résolution n° 349-15

Approbation des modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme TECQ 2014-2018

Attendu que la municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) pour les années 2014 à 2018 ;

Attendu que la municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par la conseillère Louisa Gobeil et unanimement résolu et adopté :

Que la municipalité s'engage à respecter les modalités du guide qui s'appliquent à elle;

Que la municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2014-2018;

Que la municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de la programmation de travaux jointe à la présente et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

Que la municipalité s'engage à atteindre le seuil minimal d'immobilisations en infrastructures municipales fixé à 28 \$ par habitant par année, soit un total de 140 \$ par habitant pour l'ensemble des cinq années du programme;

Que la municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution;

Que la municipalité atteste par la présente résolution que la programmation de travaux jointe à cette résolution, à l'Annexe « A », comporte des coûts réalisés véridiques et reflète les prévisions de dépenses des travaux admissibles jusqu'au 31 mars prochain.

Résolution n° 350-15

Transferts budgétaires

Attendu que selon le *Règlement n° 264 modifiant le Règlement n° 236 sur le contrôle et le suivi budgétaire*, à l'article 3.2, il est spécifié que :

« La limite de variation budgétaire permise par poste budgétaire au cours d'un exercice est fixée à 3%. Le secrétaire-trésorier peut effectuer les virements budgétaires appropriés en accord avec le directeur général. » ;

Attendu que puisque la variation permise de 3% a été dépassée dans plusieurs postes budgétaires, un ajustement doit être fait ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Allan Fortier, appuyé par la conseillère Louisa Gobeil et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal autorise les transferts budgétaires effectués par la directrice générale et secrétaire-trésorière, Annie Duquette, tel que spécifiés à l'Annexe « A » intitulé *Transferts budgétaires à effectuer pour l'année 2015*.

Résolution n° 351-15

Fermeture du bureau pendant la période des Fêtes

Il est proposé par le conseiller Jeannot Goulet, appuyé par le conseiller Ghislain Godbout et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal décrète que le bureau municipal sera fermé pour la période des Fêtes soit, du lundi 21 décembre 2015 jusqu'au vendredi 1^{er} janvier inclusivement. Les heures normales de bureau reprendront le lundi 4 janvier 2016.

Que le conseil municipal décrète que la fermeture du bureau pendant la période des Fêtes ne sera plus statuée par résolution. Cette fermeture se fera désormais toujours à partir du premier lundi précédant le jour de Noël jusqu'au premier lundi suivant le 2 janvier.

Résolution n° 352-15

Calendrier des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2016

Considérant que l'article 148 du *Code municipal du Québec* prévoit que le conseil doit établir, avant le début de chaque année civile, le calendrier de ses séances ordinaires pour la

prochaine année, en fixant le jour et l'heure du début de chacune;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Fernand Filion, appuyé par le conseiller Gino Cameron et unanimement résolu et adopté :

Que le calendrier ci-après soit adopté relativement à la tenue des séances ordinaires du conseil municipal pour l'année 2016.

Q'un avis public du contenu du présent calendrier soit publié conformément à la loi qui régit la municipalité.

Ces séances se tiendront les lundis, à l'exception des lundis fériés où les séances seront les mardis, et débuteront à 20 heures.

CALENDRIER des séances ordinaires 2016		
11 janvier	2 mai	6 septembre (mardi)
1 ^{er} février	6 juin	3 octobre
7 mars	4 juillet	7 novembre
4 avril	2 août (mardi)	5 décembre

Résolution n° 353-15

Mise en place d'un programme de subvention pour l'installation de cabinet de toilette à faible débit

Attendu que la Municipalité, en lien avec le *Programme d'Économie de l'eau potable*, doit réduire sa consommation d'eau d'environ 25 % et que l'utilisation d'un cabinet de toilette à faible débit pour les citoyens branchés au réseau d'aqueduc municipal, peut aider à atteindre cet objectif ;

Attendu que la municipalité peut octroyer une subvention de quarante dollars (40 \$) par cabinet et réservera un total de mille dollars (1 000 \$) en fonds pour cette subvention ;

Considérant que ce programme s'inscrit dans le cadre de l'économie d'eau potable pour la municipalité ainsi que dans le cadre de la Politique familiale de la municipalité, à l'Axe 3 – *L'environnement, l'habitat et l'urbanisme* ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal décrète la mise en place d'un programme de subvention municipale pour l'achat de cabinet de toilette à faible débit pour tous les citoyens.

Que le conseil municipal décrète les conditions d'admissibilité au programme comme suit :

- Subvention de quarante dollars (40 \$) par cabinet;
- IMPORTANT : Fonds limite de la municipalité de mille dollars (1 000 \$), la municipalité se réserve le droit de mettre fin au programme une fois les fonds épuisés, pour l'année en cours;
- Applicable aux habitations de 4 logements ou moins et desservies par le réseau d'aqueduc municipal;
- Remplacement de 2 cabinets maximum, par logement;
- Remplacement de cabinet existant de 13 litres par un des types de cabinet à faible débit ci-dessous :
 - Cabinet à faible débit conçu pour fournir un débit d'eau plus 6 litres;
 - Cabinet à faible débit de type double-chasse, conçu pour fournir un débit de 3 ou 6 litres;
 - Cabinet à haute efficacité (Homologué : *HET/High Efficiency toilet*) conçu pour fournir un débit d'eau plus 4,8 litres.
- La subvention est octroyée dans les 6 mois suivant la fin des travaux;
- L'achat, l'installation et la demande de subvention doivent être effectués en 2016;

Le citoyen devra préalablement remplir le formulaire officiel de *Demande de subvention applicable pour le remplacement d'un cabinet de toilette standard par un cabinet à faible débit*, de la Municipalité.

Le formulaire de demande doit être complété et accompagné des documents suivants :

- (*) Photo du cabinet existant à remplacer (avant qu'il soit enlevé);
- Copie de la facture détaillée (nom du détaillant, date, nom du modèle démontrant qu'il s'agit d'un cabinet à faible débit, nom et identification de l'acheteur);
- (*) Photo du nouveau cabinet une fois installé;

(*) Les photos doivent être claires, datées et signées. Elles doivent être prises d'un même angle de vue avant et après.

Le citoyen propriétaire devra autoriser la Municipalité à procéder à une visite des lieux au besoin.

Ce programme de subvention sera en vigueur tant et aussi longtemps que le conseil le jugera pertinent et sera donc reconduit chaque année jusqu'à décision contraire adoptée par résolution.

Résolution n° 354-15

Mise en place d'un programme de subvention pour l'achat de couches lavables

Attendu que la Municipalité de Palmarolle en collaboration avec le comité de la Politique familiale, mettra à la disposition des citoyens un programme de subventions pour l'achat de couches lavables ;

Attendu que cette subvention s'inscrit dans un objectif de réduction

des matières résiduelles et respecte en tout point, les principes du 3R (réduction à la source, réemploi et recyclage) ;

Attendu qu' aux fins de l'application du programme, chaque famille participante recevra un remboursement de cent dollars (100 \$) par enfant sur le montant déboursé pour l'achat d'un ensemble de 15 couches lavables pour bébé et réservera un total de mille dollars (1 000 \$) en fonds pour cette subvention ;

Considérant que ce programme s'inscrit dans le cadre de la Politique familiale de la municipalité, à l'Axe 3, *L'environnement, l'habitat et l'urbanisme* ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Goulet, appuyé par le conseiller Gino Cameron et unanimement résolu :

Que le conseil municipal décrète la mise en place d'un programme de subvention municipale pour l'achat de couches lavables pour bébés;

Que le conseil municipal décrète les conditions d'admissibilité au programme comme suit :

- présenter la facture originale d'achat d'un lot de 15 couches lavables;
- l'achat de couches doit avoir été fait en 2015-2016, la facture faisant foi;
- le nombre de couche achetées doit être identifié sur la facture;
- plusieurs factures peuvent être soumises pour totaliser le lot de 15 couches dans la même année de la période d'admissibilité;

Le citoyen devra préalablement remplir le formulaire officiel de *Demande de subvention applicable pour l'achat de couches lavables pour bébé*, de la Municipalité.

Le formulaire dûment complété devra être accompagné de la facture d'achat ainsi que les documents suivants :

- Formulaire de remboursement et d'engagement moral;
- Présentation du permis de conduire (recto-verso);
- Une photocopie du certificat ou de la déclaration de naissance de votre enfant;
- Une preuve de résidence à Palmarolle (bail de location ou compte de services publics datant d'au plus 30 jours);

Ce programme de subvention sera en vigueur tant et aussi longtemps que le conseil le jugera pertinent et sera donc reconduit chaque année jusqu'à décision contraire adoptée par résolution.

Résolution n° 355-15

Mise en place d'un programme de distribution de baril récupérateur d'eau de pluie

Attendu que la Municipalité, en lien avec le *Programme d'Économie de l'eau potable*, doit réduire sa consommation d'eau

d'environ 25 % et que la distribution de baril récupérateur d'eau de pluie peut aider à atteindre cet objectif ;

Attendu que le programme est offert à tous les citoyens de la municipalité de Palmarolle ;

Attendu qu' un seul baril par résidence sera accordé et un montant maximum de mille dollars (1 000 \$) sera investi chaque année ;

Considérant que le programme consistera à ce que la Municipalité vende les barils au coût de 25 \$ seulement au lieu de 82 \$ en commerce de grande surface (prix au printemps 2015) ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Goulet, appuyé par le conseiller Allan Fortier et unanimement résolu et adopté :

Que le conseil municipal décrète les conditions d'admissibilité au programme comme suit :

- remplir le formulaire officiel de *Demande d'acquisition applicable à l'achat de baril récupérateur d'eau de pluie* de la Municipalité;
- fournir une preuve d'identité et de résidence;

Le principe d'acquisition sera celui du « *premier arrivé, premier servi* », la date de réception du formulaire de demande en faisant foi.

Ce programme de distribution sera reconduit pour les trois prochaines années jusqu'à décision contraire adoptée par résolution.

Résolution no 356-15

Nomination d'un maire ou d'une mairesse suppléant(e)

Il est proposé par la conseillère Louisa Gobeil, appuyé par le conseiller Fernand Filion et unanimement résolu et adopté :

Que le conseiller Ghislain Godbout soit nommé par le conseil municipal aux fonctions de maire suppléant et substitut de notre maire, monsieur Marcel Caron, pour les affaires courantes de la municipalité de Palmarolle, pour la période du 19 novembre 2015 au 18 novembre 2016.

Que le conseiller Ghislain Godbout siègera au sein du Conseil d'administration de la Municipalité Régionale de Comté d'Abitibi-Ouest (MRCAO), en l'absence du maire, pour la période du 19 novembre 2015 au 18 novembre 2016.

→ **AVIS DE MOTION ET ADOPTION DE RÈGLEMENTS**

Aucun avis de motion n'a été énoncé.

→ **SUJETS DIVERS**

Aucun point n'a été soumis aux sujets divers.

→ **LEVÉE DE LA SÉANCE**

Résolution n° 357-15

Levée et fermeture de la séance

Il est proposé par le conseiller Ghislain Godbout, appuyé par la conseillère Louisa Gobeil et unanimement résolu et adopté :

Que la séance soit levée à 21 heures et 50 minutes.

Le président d'assemblée,

La secrétaire d'assemblée,

Marcel Caron
Maire

Annie Duquette
Directrice générale
Secrétaire-trésorière